

# CONSTRUISONS L'AVENIR DE TARBES

## **Notre engagement pour l'emploi et le développement économique**

Les débats de la fabrique démocratique nous ont montré toute l'attente des Tarbaises et des Tarbais sur l'emploi et le développement économique.

Ce n'est pas étonnant avec le chômage de masse qui continue à frapper, avec, en particulier à Tarbes, les récents désastres industriels (GIAT, SPRIA).

Pour nous, l'emploi et le développement économique sont un engagement prioritaire.

Mais sans tricher car la commune, comme toutes celles de l'agglomération, a transféré la compétence « développement économique » au Grand Tarbes. Pourtant, le maire-sortant avait fait de ce thème l'axe central de son programme en 2001.

Il s'engageait à « créer une structure d'accueil pour les investisseurs et les créateurs d'entreprises, à constituer un espace de rencontres, de dialogue et d'échanges entre les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur, à créer des pôles d'activité, à faciliter l'accès et les déplacements.... »

Savait-il ou ignorait-il qu'il ne pourrait tenir des engagements hors de sa compétence ? En tout cas, son bilan en la matière est nul ou quasiment.

### **I.- Comme l'expérience l'a montré : Oui, il faut que Tarbes et le Grand Tarbes marchent dans le même élan.**

Ces dernières années, il y a eu trop de blocages de la part de la ville :

- le maire-sortant s'est opposé à la boucle à très haut débit que le Grand Tarbes voulait construire avec la ville de Lourdes (dans son programme, il s'était pourtant engagé à « Inscire Tarbes dans la 'nouvelle économie' en dotant la ville de moyens performants à l'Internet »).

- le maire-sortant a acheté seul le site du GIAT, écartant délibérément le partenariat qui se dessinait avec l'Etat, le Conseil Général, le Conseil Régional et le Grand Tarbes. La ville a donc payé toute seule, donc 4 fois plus cher.

- le maire-sortant a cherché à bloquer devant le tribunal administratif le projet d'aménagement de l'entrée Est de l'agglomération. Opposition purement idéologique alors qu'il s'agit de donner une meilleure image de la sortie d'autoroute, de sauver Alstom et de créer une pénétrante sur ce site industriel.

Le maire-sortant, loin d'être le maire du développement économique, a été non seulement un frein, mais un élément de blocage à l'emploi en tentant de gêner les initiatives du Grand Tarbes.

Il a voulu agir seul en créant Tarbes Emploi en 2006 et, à Laubadère, se targue d'avoir permis à 30 personnes de suivre une formation diplômante et à 40 d'avoir trouvé un emploi. C'est bien ! Pendant ce temps, pour la seule année 2007, la Mission locale de l'agglomération tarbaise a permis la signature de 922 contrats en faveur de jeunes, dont 172 à Laubadère.

- le maire-sortant a délibérément écarté Le Grand Tarbes de la réalisation d'un « pôle équestre » sur le site des haras, faisant perdre, là encore, une importante subvention de l'Etat.

Bref, loin d'encourager l'emploi et le développement économique, le maire-sortant l'a freiné et parfois bloqué. Il a isolé Tarbes de ses partenaires naturels et indispensables que sont le Grand Tarbes, le Conseil Général, le Conseil Régional. Nous rétablirons ces partenariats nécessaires.

## **II. Les initiatives de l'agglomération, moteur de l'emploi et du développement économique.**

### II. 1- C'est le Grand Tarbes qui a assuré et assure l'accueil des entreprises

Face à la pénurie de terrains pour recevoir les entreprises, le Grand Tarbes a créé quatre zones d'aménagement, les « Territoires d'entreprises » : Parc des Pyrénées d'Ibos, Parc de l'Adour de Séméac-Soues, Ecoparc de Bordères-sur-l'Echez, Parc artisanal d'Orleix.

Aucune agglomération, de même importance, n'a lancé un projet de développement aussi ambitieux.

Le Grand Tarbes, par le soutien apporté au développement d'une pépinière d'entreprises, par la création de deux hôtels d'entreprises (un troisième est en construction) a permis l'implantation et l'expansion d'entreprises.

Nous apporterons notre soutien actif à tous ces projets.

II.2- Le développement du pôle universitaire (le deuxième de la Région : 5 000 étudiants) est dû à l'initiative de collectivités dont le Grand Tarbes. Le degré d'excellence est reconnu à nos laboratoires de recherche qui assurent le lien entre enseignement supérieur et industries. Par exemple PEARL et bientôt PRIMMES avec Alstom ou AGROMAT avec Végéplast.... Nous avons ici une source extraordinaire d'innovation et de développement générateur d'emplois.

Nous continuerons à y mettre les moyens nécessaires.

II.3- Dans le cadre des initiatives de l'agglomération, nous pouvons encore dynamiser le marché local du travail.

Le Salon de l'Emploi organisé par le Grand Tarbes existe depuis 3 ans. Il met en relations demandeurs d'emploi et employeurs. En 2007, il a permis plus de 4 600

entretiens et 385 embauches (le nombre de recrutements via le Salon sera de l'ordre de 550)

La Maison Commune de l'Emploi et de la Formation que nous réaliserons avec l'aide de la Région réunira bientôt en un seul lieu tous les services sera mise à la disposition de tous les demandeurs d'emploi.

II.4- Nous voulons mettre en œuvre un partenariat avec l'agglomération et les autres collectivités pour aménager le site du GIAT et, au-delà, le quartier de l'Arsenal.

Nous voulons créer une Société d'économie mixte ou un Syndicat mixte qui associe Tarbes, le Grand Tarbes, le Conseil général et le Conseil régional. C'est un outil indispensable pour le réaménagement du quartier de l'Arsenal.

Nous voulons un projet global, cohérent, écologiquement exemplaire et élaboré démocratiquement.

Nous pensons qu'il doit prévoir un quartier original de transition entre une zone d'activités qui restera importante (la Pyrotechnie, le site SPRIA, l'Hôtel d'entreprises du boulevard Renaudet, l'Ecole de formation aux métiers de l'Industrie, Vallourec, Sagem) et le centre-ville en multipliant les liens avec celui-ci, dans le cadre d'un aménagement urbanistique.

Mais, pour être réussi, ce projet doit d'abord être un projet global, cohérent et ne pas s'engager dans une « distribution automatique » de petits projets qui, mis bout à bout, non seulement ne font pas un projet global, mais font apparaître des incohérences et des contradictions majeures !

C'est l'élaboration démocratique du projet qui nous mettra à l'abri de cet écueil

II.5- Mais le partenariat de demain, c'est aussi Tarbes-Ossun-Lourdes. Ensemble, dans un même syndicat mixte, avec tous nos partenaires, nous pourrions préserver l'aéroport, nécessaire outil de développement, et porter l'ambitieux projet PAMELA/TARMAC de déconstruction d'avions.

### **III. La Ville mènera aussi ses propres actions**

#### III.1- Nos services publics

Les services publics sont un élément essentiel de la cohésion sociale, de l'égalité des chances, mais aussi de la compétitivité de notre territoire.

Nous nous battons de toutes nos forces et de toutes nos mobilisations :

- pour notre hôpital afin que la résorption du déficit provoqué par la politique nationale menée depuis 2002 ne porte pas atteinte à ses missions de service public.

- pour nos classes afin que la carte scolaire reste garante de la mixité sociale
- pour nos lignes ferroviaires qui mettront Toulouse à une heure de Tarbes
- pour le maintien de tous nos bureaux de poste
- pour le maintien d'une justice et d'organismes sociaux de proximité
- pour nos régiments pour lesquels nous créerons un Conseil de la vie militaire
- pour nos Haras dont le cœur de métier doit être préservé.

Nous nous engagerons aussi pour la création de nouveaux services publics locaux, modernes, efficaces et adaptés aux besoins de nos concitoyens : petite enfance et

services à la personne, en particulier aux personnes dépendantes ; services de l'eau et de l'assainissement au niveau de l'agglomération.

Les services publics sont aussi assurés par les employés municipaux. Nous négocierons avec eux un « contrat de confiance et de progrès » pour éliminer la précarité et privilégier les embauches statutaires hors de tout clientélisme politique.

III.2- Nous développerons bien davantage le secteur « Tarbes, ville de congrès, de colloques ou de conventions ».

Les exemples de la Convention Décielec ou des Rencontres annuelles de gynécologues montrent ce que ce type de manifestations peut apporter de dynamisme et de rayonnement pour notre ville.

Nous en rechercherons la multiplication.

Nous nous efforcerons de faire aussi de Tarbes une destination touristique en mettant en valeur son patrimoine historique, muséographique et industriel, ses festivals et les animations qui seront créées.

III.3- Bien sûr, nous rénoverons Brauhauban. Mais à l'inverse du maire-sortant, nous le ferons :

- dans la transparence car nous ne suivrons pas les diktats d'un promoteur.
- par une élaboration démocratique car la population s'est prononcée contre la présence d'une grande surface, pour le maintien du garage de proximité et pour un traitement digne du carreau des producteurs. Nous respecterons ces choix.
- avec une ambition forte pour faire de Brauhauban un élément structurant du « cœur de ville ». Ce projet renforcera l'attractivité de la ville tout entière et sera mis au service de l'emploi et du développement économique.

III.4- L'emploi peut être aussi favorisé par le dynamisme de l'économie sociale et solidaire qui regroupe associations, mutuelles, coopératives et entreprises.

Nous développerons l'information permettant l'essor de ce secteur et créerons des structures d'aide.

Nous proposerons aux associations investies dans ce secteur une contractualisation d'objectifs (mutualisation et formation des intervenants) qui leur permettra d'inscrire leur action dans la durée.

## L'emploi et le développement économique en quelques chiffres

Sous le mandat du maire-sortant, la population de Tarbes a reculé :

- 1999 : 46 433 habitants
- 1<sup>er</sup> juillet 2005 : 45 777

Heureusement que les 5 000 étudiants (le recrutement de l'ENIT et de l'IUT est national) sont là !

Tarbes (intra) : 3 200 demandeurs d'emploi  
25,7% sont des chômeurs de longue durée (moyenne régionale : 23,8%)

La précarité dans les emplois municipaux :

- ⇒ en 2001 : 5% de contractuels
- ⇒ en 2007 : 20,41% de contractuels

C'est le Grand Tarbes qui a dynamisé l'emploi :

✗ en créant 4 « Territoires d'entreprises » (Parcs d'activités) :

- Le Parc des Pyrénées (Ibos)
- Le Parc de l'Adour (Séméac-Soues)
- L'Ecoparc (Bordères-sur-l'Echez)
- Le Parc artisanal d'Orleix

La réalisation en cours de la première tranche du Parc des Pyrénées : **450 emplois prévus dont 230 en création.**

✗ en créant deux Hôtels d'entreprises : 210 emplois

✗ en organisant le Salon de l'Emploi, avec en 2007 :

- 72 entreprises qui ont participé (+50%)
- 840 offres d'emploi qui ont été proposées (+40%)
- 4688 entretiens qui ont été réalisés
- 385 offres d'emploi qui ont été pourvues au cours du Salon (le nombre final sera d'environ 550).

La Mission locale de l'Agglomération tarbaise a, avec le Grand Tarbes, permis la signature de 922 contrats de travail en faveur des jeunes (172 par son antenne de Laubadère)



# Jean GLAVANY

ET LE RASSEMBLEMENT DE

*toutes les forces de Tarbes*